

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 MARS 2019

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-neuf, le dix-neuf mars, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD,
maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Fabienne TREZEGUET DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Jean-Pierre PIBOYEUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON,

Étaient absents : MM. Michel PEDURAND, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Patrick LE GRELLE, Nicole MOSCHION.

Pouvoirs de vote :

M. Michel PEDURAND à M. Daniel GUIHARD
Mme Jacqueline BEYRET TRESEGUET à Mme Fabienne DE MACEDO
Mme Monique SASSI à M. Bernard COURET
Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Jean-François SAUVAUD
Mme Hajiba KAZAOUI à Mme Christiane FAURE
Mme Nicole MOSCHION à M. Patrick PIAZZON

Mme Catherine SAMANIEGO a été élue secrétaire de séance.

Monsieur le Maire recueille l'avis de l'assemblée pour l'ajout en point de dernière minute de :

- Inscription d'une motion déposée par le groupe Front de Gauche du Conseil Municipal
« contre la disparition du service public de l'école ».

Désaffectation et déclassement des parcelles

La commune envisage la cession du bâtiment qui accueille pôle emploi et des parcelles de terrain jouxtant le bâtiment.

Ces parcelles de terrain telles que figurées en Annexe n°1 de la présente délibération correspondent à :

- Terrain B d'une surface de 520 m² cadastrée provisoirement Section E, N° 1423p ; ce terrain, propriété privé de la commune est actuellement enherbée et n'est pas affecté à un service public. Son périmètre a été délimité et interdit d'accès au public.
- Parking matérialisé côté avenue du 11 novembre 1918 sur la parcelle cadastrée Section E, N°759 ; ce parking est affecté exclusivement à l'usage des visiteurs et du personnel de pôle emploi. Une signalisation précisant que ces emplacements sont réservés à l'usage des visiteurs et personnels du Pôle emploi a été mise en place ; en outre, les aménagements publics réalisés (banc et poubelle) ont été déplacés ;
- Sur cette parcelle cadastrée Section E, N°759, existe une cuve enterrée destinée à l'origine à recevoir les eaux de pluie utilisées ensuite pour l'arrosage de la parcelle. Depuis plus de 5 années, cette cuve n'est plus opérationnelle et en conséquence n'est plus utilisée par les services communaux.

Considérant que ces biens ne sont plus affectés à un service public ou à l'usage direct du public,

Il est proposé au conseil municipal de les désaffecter et d'en prononcer le déclassement en tant que de besoin en vue de la cession à Essor Développement ou de tout autre personne qu'elle se substituera, de ces terrains et de la cuve à eau.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **ACCEPTE** la désaffectation et le déclassement de ces parcelles,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire.

*Publié le 21/03/2019
Visa Préfecture le 21/03/2019*

Monsieur le Maire explique que c'est un projet de transformation du point Pôle Emploi en véritable agence Pôle Emploi, qui rayonnera au centre du département. Pôle Emploi a choisi d'installer une vraie agence sur la commune d'Aiguillon en raison de ses atouts géographiques, sa situation de carrefour routier, sa proximité de l'autoroute et surtout la présence d'une gare, car de nombreux demandeurs d'emploi viendront en transports ferroviaires.

Monsieur le Maire précise que la future agence accueillera entre 30 et 35 employés, et l'actuel bâtiment est sous dimensionné. Pôle Emploi a changé sa politique immobilière, et donc fait désormais appel à la société Essor développement, société foncière et immobilière, qui lui construit des agences selon un plan décidé, ou validé et généralisé sur l'ensemble de ces nouvelles agences. Ensuite, Pôle Emploi se charge d'une partie de l'aménagement intérieur, et loue à Essor développement.

Madame AYMARD dit que sur le fond, c'est compréhensible, mais sur la forme ça manque de précision, car le plan est établi par un géomètre-expert et non pas par le service cadastral. Elle signale qu'il manque notamment dans l'ordre du jour le numéro des sections des cadastres.

Monsieur le Maire explique que cela ne gêne pas la réflexion, il s'agit d'un ordre du jour. Il reconnaît cependant que sa remarque est juste, et que le numéro des sections sera rajouté sur les délibérations.

Monsieur le Maire termine en disant que la vente n'interviendra qu'à la fin du mois de novembre, voir début décembre, il ne faut donc pas s'étonner de ne rien voir dans l'immédiat.

AMÉNAGEMENT URBAIN

Groupement de commande – Aménagement intérieur du pavillon Nord

La Commune d'Aiguillon, propriétaire du pavillon Nord des Communs du château du Duc d'Aiguillon, souhaite dans la continuité de l'aménagement des espaces publics du centre-ville et de la réhabilitation extérieure des pavillons, aménager l'intérieur du pavillon Nord pour offrir de nouveaux services de proximité à la population. Ce bâtiment, sans affectation depuis plusieurs années, devrait accueillir des services, des commerces et des logements sociaux.

Habitalys, bailleur social est partie prenante avec la Commune d'Aiguillon pour la réalisation de cette opération d'aménagement.

Afin d'assurer des économies d'échelles, de limiter les interfaces entre les intervenants et en vue d'une meilleure coordination des études et du chantier, les deux parties ont envisagé, de mettre en place un groupement de commandes au sens de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Cette disposition prévoit en effet qu'un tel groupement puisse être constitué entre une pluralité de personnes publiques justifiant des besoins communs liés à un achat déterminé ou à une opération ponctuelle dans domaine des fournitures, des services et des travaux afin de faciliter la mutualisation des procédures de marchés.

La commune portera l'aménagement intérieur du rez-de-chaussée et des caves, Habitalys celui des logements sociaux dès lors que la partie concernée du bâtiment lui sera confiée par la Commune via un bail emphytéotique.

En application de l'article L. 1414-3 du Code général des collectivités territoriales, une Commission Ad'hoc doit être créée et doit être présidée par le représentant du coordonnateur, lequel sera Habitalys en charge d'un volume de travaux plus important que la Commune.

Il est proposé au conseil municipal de :

- **Adhérer** à ce groupement de commandes formé avec Habitalys pour cette opération d'aménagement intérieur du pavillon Nord du château d'Aiguillon,
- **Accepter** les termes de la convention constitutive définissant les modalités de son fonctionnement, telle que jointe à la présente délibération,
- **Décider** que la commune sera représentée par :
 - o Jean-François SAUVAUD, maire de la commune d'Aiguillon, en qualité de membre titulaire de la commission ad 'hoc du groupement, avec pour suppléant Mme Fabienne DE MACEDO.
 - o Brigitte LEVEUR, adjointe au Maire, en qualité de membre titulaire de la commission ad 'hoc du groupement avec pour suppléant M. Christian GIRARDI.
 - o Sylvio GUINGAN, adjoint au Maire, en qualité de membre titulaire de la commission ad 'hoc du groupement avec pour suppléant M. Michel PEDURAND.
- **Autoriser** le maire à signer la convention constitutive du groupement telle que jointe à la présente délibération (Annexe n°2),
- **Autoriser** le maire à signer avec le cocontractant retenu suite à la mise en concurrence organisée par le groupement, le marché subséquent correspondant aux besoins de la Commune tels que déterminés dans la convention constitutive du groupement.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,

0 voix contre,

2 abstentions (M. Patrick PIAZZON, Mme Nicole MOSCHION)

- **ADHERE** à ce groupement de commandes formé avec Habitalys pour cette opération d'aménagement intérieur du pavillon Nord du château d'Aiguillon,
- **ACCEPTE** les termes de la convention constitutive définissant les modalités de son fonctionnement, telle que jointe à la présente délibération,
- **DÉCIDE** que la commune sera représentée par :
 - o Jean-François SAUVAUD, maire de la commune d'Aiguillon, en qualité de membre titulaire de la commission ad 'hoc du groupement, avec pour suppléant Mme Fabienne DE MACEDO.
 - o Brigitte LEVEUR, adjointe au Maire, en qualité de membre titulaire de la commission ad 'hoc du groupement avec pour suppléant M. Christian GIRARDI.

- Sylvio GUINGAN, adjoint au Maire, en qualité de membre titulaire de la commission ad hoc du groupement avec pour suppléant M. Michel PEDURAND.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement telle que jointe à la présente délibération (Annexe n°2),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer avec le cocontractant retenu suite à la mise en concurrence organisée par le groupement, le marché subséquent correspondant aux besoins de la Commune tels que déterminés dans la convention constitutive du groupement.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire.

Publié le 21/03/2019

Visa Préfecture le 21/03/2019

* * * * *

Monsieur le Maire explique que ces logements vont allier une mixité générationnelle, en particulier au niveau de ces locataires avec un ciblage si possible sur les futurs étudiants du BTS crée en septembre 2019. Sont également ciblées les personnes âgées, qui permet en raison de la totale accessibilité du bâtiment, de bénéficier à l'ensemble des services du centre-ville (administratifs, sociaux, etc).

Monsieur le Maire ajoute qu'avec ce groupement de commande, la mairie reste propriétaire de l'ensemble, mais les travaux d'aménagement des logements seront financés par Habitayls. D'autre part, pour ce qui concerne les modalités de fonctionnement, il y a la convention jointe à l'Ordre du Jour. Il s'agit, pour la commission ad hoc, d'avoir un groupe mixte paritaire, de façon à ce que ce groupement de commande puisse fonctionner.

Monsieur GUINGAN souhaite faire une déclaration du groupe « Front de Gauche » (nb : dans l'ordre du jour, il était prévu que M. Michel PEDURAND soit membre titulaire de la commission, et M. Sylvio GUINGAN son suppléant) :

« Aujourd'hui on nous demande d'entériner une commission Ad hoc qui aura en charge l'aménagement intérieur du pavillon Nord, du sol au plafond. Donc, une commission importante et décisionnelle. Cela a d'autant plus de valeur que tu as fait le choix délibéré des personnes qui vont y siéger :

- 3 titulaires plus 1 suppléant issus de ton groupe,
- 2 strapontins, sans pouvoir de décisions : 1 pour l'opposition et 1 pour notre groupe.

Choix qui est le tien, sans que notre groupe n'en soit partie prenante, ni même consulté et ni informé, citant mon nom comme suppléant.

Bonjour la démocratie ! Bonjour la transparence !

Main basse sur la ville pourrait-on dire. On assiste là à un véritable hold up.

Mais, de quoi as-tu peur exactement ?

Tu es en total décalage avec les aspirations des citoyens aujourd'hui qui veulent plus de participation sur les projets qui les concernent, d'autant que cette commission ne rendra pas de procès-verbaux publics.

Donc, il s'agit bien là d'un choix délibéré, celui de faire sans rien dire ; Sans rien dire à notre groupe, qui, que je sache, fait (encore) partie de la majorité municipale.

Tu as sans doute oublié que la majorité est plurielle, et que si tu es maire aujourd'hui, c'est parce que nous sommes là.

Il vrai que nous sommes de grands naïfs. Mais au moins c'est un signe d'honnêteté.

Nous ne sommes ni calculateurs, ni politicards, nous.

Tout cela n'est pas de nature à rendre ses lettres de noblesses à la politique.

Donc, mes cher-es collègues, nous ne cautionnerons pas ces choix inacceptables qui sont méprisants à notre encontre, méprisants pour les aiguillons.

Tu l'as fait sachant que nous réagirions, peut-être était-ce ton souhait ?

Bien entendu, dans l'état actuel, nous voterons contre. En même temps, je te demande de retirer mon nom de cette commission, en position de suppléant.

Tu es, hélas aux antipodes de ce que disait Victor Hugo :

« Je ne suis pas d'accord avec toi, mais je vais me battre pour que puisses exprimer ton point de vue ». »

Monsieur le Maire répond en disant que cette commission ne peut être constituée que de trois membres du Conseil Municipal en titulaire. D'autre part, c'est une commission ad'hoc permettant de déterminer les commandes relatives à l'aménagement intérieur. Les membres de la majorité qui sont présents sont tous adjoints dans différents domaines, que ce soit Mme LEVEUR aux affaires sociales, ou M. PEDURAND vu que c'est de l'aménagement urbain, ou encore M. GUINGAN, adjoint aux travaux.

Monsieur le Maire rajoute que nous n'avons jamais empêché les suppléants de siéger.

M. GUINGAN répond que c'est sur la forme, mais également sur le fond que c'est problématique.

Mme TREZEGUET-DIOUF demande pourquoi M. GUINGAN, en tant qu'adjoint aux travaux, ne serait pas titulaire.

Mme AYMARD demande à Monsieur le Maire de réciter l'article L.1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose qu'il ne faut que 3 titulaires. Elle demande si le Maire, c'est Habitalys ou bien M. SAUVAUD.

Monsieur SADIR dit qu'il serait logique que M. GUINGAN soit titulaire.

M. GUINGAN précise qu'il n'a pas dit qu'il fallait forcément que ce soit lui, mais au moins un membre du Front de Gauche en titulaire.

M. GIRARDI dit que ce qui le surprend, c'est qu'ils font tous partie de la majorité, et demande pourquoi en parler en Conseil Municipal. M. GIRARDI dit à Monsieur le Maire qu'il aurait pu avoir la courtoisie de le prévenir qu'il était sur la liste, en tant que suppléant. Il rajoute que lorsque les travaux ont été entamés, il avait demandé si une commission serait constituée, et Monsieur le Maire avait répondu que non. Il dit qu'il n'est pas contre ce projet, mais il ne voit pas ce qu'il ferait en tant que suppléant. En revanche, il dit que si Monsieur le Maire lui assure qu'il sera mis au courant de tout ce qu'il se passe, il est d'accord d'être suppléant, à la condition de tout savoir.

M. PIAZZON dit qu'au niveau de l'aménagement pour les personnes âgées, il a un petit doute, car il va s'agir de pièces avec de grands volumes, avec des mezzanines, et il voit mal des personnes âgées monter la mezzanine pour aller se coucher. Il a un également un doute sur la représentativité des personnes âgées dans le bâtiment.

M. PIAZZON ajoute que sur le fond, sur la nomination des titulaires pour la Commission Ad'hoc, il ne trouve pas très logique que l'adjoint aux travaux, M. GUINGAN, ne soit pas titulaire. Il dit qu'un suppléant, ça ne sert à rien, ils ne sont jamais convoqués et ne sont au courant de rien.

Monsieur le Maire répond que s'il faut changer, ça ne vexera pas M. PEDURAND de ne pas être titulaire, si M. GUINGAN préfère être titulaire, il le sera.

Monsieur le Maire, pour répondre à M. PIAZZON, dit que dans ses paroles, il se heurte à la société Habitatlys. Il ajoute qu'on ne va pas demander à des personnes âgées d'aller dormir dans des mezzanines. Il y aura des logements avec des mezzanines certes, par exemple pour faire des colocations étudiantes, mais aussi des logements sans mezzanines.

Monsieur le Maire ajoute pour rassurer M. GIRARDI, que c'est comme une appel d'offre, il sera au courant à chaque fois que la Commission se réunira.

Monsieur GUINGAN dit qu'il n'y a donc plus d'opposition, mais qu'on ne gagne que des luttes qu'on ne mènent.

Adressage

Il appartient au Conseil Municipal de choisir par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L. 2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales : « Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

Il convient, pour faciliter le repérage, le travail des préposés et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, le déploiement de la fibre optique, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

Ce travail d'adressage est donc nécessaire afin d'assurer les missions de service public.

La majorité du travail d'adressage a été effectué durant l'été 2018. Pour ce qu'il en reste, la Commission Aménagement Urbain du 18 février 2019 a validé ces nouvelles dénominations de voies :

- Impasse Georges Brassens (anciennement rue Georges Brassens) + numérotage
- Impasse Pierre de Coubertin (anciennement rue Pierre de Coubertin)
- Impasse Yves du Manoir (anciennement rue Yves du Manoir)
- Impasse Clos de Picard (+ numérotage)
- Route de Peyrelongue (+ numérotage)
- Rue Racine (numérotage uniquement)
- Chemin de Larousse (numérotage uniquement)
- Rue Pierre Mendès France (suppression d'un doublon de numéro)
- Rue des Jardins de Salomon (nomination)
- Impasse des Jardins de Salomon (nomination)
- Rue Marcel Prévost (renumérotage)
- Rue Salvador Allende (numérotage)
- Résidence La Cibatère (nomination)

Le Conseil municipal est appelé à accepter ces six nouvelles dénominations de voies.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** ces nouvelles dénominations de voie.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire.

Publié le 21/03/2019
Visa Préfecture le 21/03/2019

* * * * *

Monsieur le Maire tient à remercier la responsable de l'Urbanisme de la Mairie d'Aiguillon, ainsi que l'adjoint à l'Urbanisme, M. PEDURAND, qui ont fourni un gros travail pour cet adressage. Il explique que si on avait fait comme d'autres communes, avec des sociétés pour mettre en place cet adressage, le devis avoisine les 90 000 euros. Au final, nous n'avons que l'achat des plaques de numéro et leur installation (qui se fait là aussi en interne), mais c'est grâce à leur investissement que l'on a pu économiser sur cet adressage.

M. PIAZZON dit que pour les jardins de Salomon, le syndicat est « bien gentil », mais ils n'ont que la rive droite au niveau des logements, mais la plupart appartiennent à des particuliers.

Mme AYMARD demande s'il est envisagé de nommer une rue « Simone VEIL » ?

Monsieur le Maire répond que cela a été décidé dans les premières délibérations sur l'adressage.

Mme AYMARD demande si on pourra avoir un nouveau plan de ville avec les nouveaux noms des rues.

Monsieur le Maire lui répond qu'il y a encore beaucoup de travail à faire au niveau du centre-ville.

M. COURET demande si le Syndic des Jardins de Salomon n'est pas obligé d'obtempérer.

Monsieur le Maire lui répond que non, car il s'agit de propriétés privées.

M. PIAZZON dit que c'est le Syndic qui se met tout seul dans une situation problématique.

Prise en charge du coût de la billetterie de l'opération « Ecole et Cinéma » -
2019/2020

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Comme chaque année, la commune d'Aiguillon peut, pour l'année scolaire 2019/2020, participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » afin de prendre en charge financièrement une partie du coût de la billetterie pour les élèves de l'école élémentaire Marcel-Pagnol et des écoles maternelles Marie-Curie et Jean-Jaurès, en partenariat avec l'Inspection Académique.

Le Conseil municipal est appelé à reconduire les conditions des années précédentes.

Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** de participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » pour l'année scolaire 2019/2020, en partenariat avec l'Inspection Académique selon les conditions suivantes :

Pour l'école primaire :

Maximum de 75 élèves (3 classes) par année, à raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties (ou 7,50 € par enfant et par année), soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2019/2020 de 577,50 € pour l'école.

Pour les écoles maternelles :

Maximum de 30 élèves de la classe de Grande Section par année, à raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties (ou 7,50 € par enfant et par année), soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2019/2020 de 225,00 € par école,

- **INSCRIT** les crédits nécessaires au Budget Primitif 2019 de la commune.

Publié le 21/03/2019
Visa Préfecture le 21/03/2019

* * * * *

Adoption du protocole d'accord sur l'exercice du droit syndical

Monsieur le maire expose au conseil municipal :

Suite aux élections professionnelles du 6 décembre 2018, des agents communaux affiliés aux syndicats Force Ouvrière et CFDT Interco ont été élus pour représenter le personnel au sein des instances paritaires : Comité technique et Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Lors de la réunion du comité technique du 08 mars 2019, les membres du comité technique commun à la Mairie d'Aiguillon et à son CCAS ont approuvé le projet de protocole d'accord sur l'exercice des droits syndicaux (tel que figuré en Annexe n° 3). Il a pour objectif de préciser les conditions d'exercice des droits syndicaux des agents de la Mairie d'Aiguillon.

Monsieur le maire propose à l'Assemblée d'adopter ce protocole, tel que validé par le Comité Technique Paritaire en date du 08 mars 2019.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ADOpte** le protocole d'accord sur l'exercice du droit syndical tel que figuré en annexe 3,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette affaire

Publié le 21/03/2019
Visa Préfecture le 21/03/2019

* * * * *

Mme AYMARD demande si cela concerne aussi les agents contractuels.

Monsieur le Maire lui répond que là c'est pour l'exercice du droit syndical, il n'y a pas de contractuels qui sont élus, donc la question est réglée.

Mise à jour du tableau des effectifs – Création et suppression de poste

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du comité technique du 08 mars 2019

Monsieur le Maire expose qu'afin de prendre en compte les avancements de grade de certains agents de la ville d'Aiguillon, les changements de filière, les mutations, il vous est proposé de créer et supprimer les postes suivants à compter du 1er juin 2019 :

Motifs	Services	Postes supprimés	Nombre de postes	Postes créés	Nombre de postes
Mutation	Administratif	Rédacteur principal de 1ère classe	1	-	0
Avancement de grade	Administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	-	0
Augmentation du temps de travail	Administratif	Adjoint administratif à temps non complet (29 h)	1	Adjoint administratif à 35 heures (temps complet)	1
Avancement de grade	Technique	Technicien	1	Technicien principal de 2ème classe	1
Avancement de grade	Technique	Adjoint technique	1	Adjoint technique principal de 2ème classe	1
Avancement de grade	Médiathèque	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	2	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	1
Intégration directe (changement de filière)	Écoles et accueil de loisirs	Adjoint technique	1	Adjoint d'animation	1
Avancement de grade	Ecole et Accueils de Loisirs	Atsem principal de 2ème classe	1	Atsem Principal de 1ère classe	1

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** de créer et supprimer les postes suivants à compter du 1^{er} juin 2019 :

Motifs	Services	Postes supprimés	Nombre de postes	Postes créés	Nombre de postes
Mutation	Administratif	Rédacteur principal de 1ère classe	1	-	0
Avancement de grade	Administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	-	0
Augmentation du temps de travail	Administratif	Adjoint administratif à temps non complet (29 h)	1	Adjoint administratif à 35 heures (temps complet)	1
Avancement de grade	Technique	Technicien	1	Technicien principal de 2ème classe	1
Avancement de grade	Technique	Adjoint technique	1	Adjoint technique principal de 2ème classe	1
Avancement de grade	Médiathèque	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	2	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	1
Intégration directe (changement de filière)	Écoles et accueil de loisirs	Adjoint technique	1	Adjoint d'animation	1
Avancement de grade	Ecole et Accueils de Loisirs	Atsem principal de 2ème classe	1	Atsem Principal de 1ère classe	1

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette affaire.

Publié le 21/03/2019

Visa Préfecture le 21/03/2019

Détermination des ratios « promus-promouvables » pour l'année 2019

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément au 2ème alinéa de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés à un grade d'avancement, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie d'avancement de grade. Il peut varier entre 0 et 100%.

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 8 mars 2019.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de fixer les ratios d'avancement de grade, pour l'année 2019, comme suit :

Catégorie	Cadre d'emplois	Grade d'origine	Grade d'avancement	Taux (%)	Nombre d'agents promus-promouvables
B	Techniciens territoriaux	Technicien	Technicien principal de 2ème classe	100%	1
C	Adjointes techniques territoriaux	Adjoint technique principal de 2ème classe	Adjoint technique principal de 1ère classe	100%	1
C	Adjointes techniques territoriaux	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	100%	1
C	Adjointes du patrimoine territoriaux	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	100%	2
C	Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	ATSEM principal de 2ème classe	ATSEM principal de 1ère classe	25%	4

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **FIXE** les ratios d'avancement de grade, pour l'année 2019, comme suit :

Catégorie	Cadre d'emplois	Grade d'origine	Grade d'avancement	Taux (%)	Nombre d'agents promus-promouvables
B	Techniciens territoriaux	Technicien	Technicien principal de 2ème classe	100%	1
C	Adjointes techniques territoriaux	Adjoint technique principal de 2ème classe	Adjoint technique principal de 1ère classe	100%	1
C	Adjointes techniques territoriaux	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	100%	1
C	Adjointes du patrimoine territoriaux	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	100%	2
C	Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	ATSEM principal de 2ème classe	ATSEM principal de 1ère classe	25%	4

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette affaire

Publié le 21/03/2019
Visa Préfecture le 21/03/2019

Convention relative à la formation des membres du CHSCT

Vu les élections du Comité Technique du 06 décembre 2018,

Vu la désignation par le Comité Technique des représentants du personnel placés auprès de Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail,

Suivant l'article 8 du décret n°85-603 du 10 juin 1985, les représentants du personnel du CHSCT doivent bénéficier d'une formation d'une durée de cinq jours au cours du premier semestre de leur mandat.

Cette formation obligatoire est un prérequis essentiel à la bonne organisation de cette instance.

Le Centre de Gestion du Lot-et-Garonne propose de dispenser cette formation en intra pour un montant forfaitaire de 1500 €.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention d'adhésion à cette prestation (Annexe n°5).

Il est proposé au Conseil Municipal de :

- **Accepter** les termes de la convention relative à la formation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, annexée à la présente délibération.
- **Autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention à adresser au Centre de Gestion de Lot-et-Garonne.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **ACCEPTE** les termes de la convention relative à la formation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, annexée à la présente délibération (Annexe n°5),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention à adresser au Centre de Gestion de Lot-et-Garonne.

*Publié le 21/03/2019
Visa Préfecture le 21/03/2019*

AFFAIRES DIVERSES

Motion « Contre la disparition du service public de l'école » - Déposée par le groupe « Front de Gauche » du Conseil Municipal

Le Conseil Municipal est appelé à adopter la motion suivante, contre la disparition du service public de l'école, déposée par le groupe « Front de Gauche » du Conseil Municipal :

Le 19 février, l'Assemblée Nationale a voté le projet de loi « pour une école de la confiance » montrant ainsi l'intérêt que la nation porte à l'École. Dans un pays où les inégalités sociales pèsent sur la réussite des enfants, la politique éducative doit avoir pour principal objectif de lutter contre le fatalisme.

A cet égard, la mobilisation de tous est donc nécessaire et doit être pérenne. Mais elle ne peut l'être que si elle repose sur un dialogue continu entre les acteurs du monde éducatif : parents, enseignants, collectivités, syndicats, élus de la nation et gouvernement.

Or, dans cette loi « pour une école de la confiance », présentée par Jean-Michel Blanquer, s'est glissée une mesure lourde de conséquences. Cette mesure est apparue sous la forme d'un simple amendement, adopté sans la moindre concertation.

Son statut d'amendement lui a permis d'échapper à la fois à l'avis du Conseil d'Etat, à la discussion en commission parlementaire et à l'étude d'impact qui aurait permis aux députés de se prononcer en connaissance de cause.

Ni le monde enseignant, ni les syndicats, ni les maires n'ont été associés à la réflexion. Or, cette mesure s'inscrit en rupture avec la tradition républicaine qui a structuré nos territoires et nos communes en confiant à ces dernières la responsabilité des écoles.

Cette mesure prend pour prétexte la nécessité de liens entre l'enseignement primaire et secondaire. Mais au lieu de renforcer les dispositifs existants qui facilitent ces liens, le texte instaure une nouvelle organisation plus complexe et plus verticale : il décide que le devenir des écoles ne sera plus du ressort de la commune, manifestant ainsi son mépris de l'échelon communal et de sa dimension humaine.

Il s'agit d'une disposition qui permet de fusionner administrativement l'ensemble des écoles primaires d'un secteur et le collège de ce secteur. Si elle est adoptée, les écoles perdraient leur directeur, et les familles et les mairies n'auraient donc plus d'interlocuteur sur place représentant l'institution scolaire.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **ADOpte** la motion contre la disparition du service public de l'école déposée par le groupe « Front de Gauche » du Conseil Municipal.

* * * * *

Monsieur le Maire explique que le Député de Marmande, M. FRESCHI, est le rapporteur de cette loi, il organise des réunions pour présenter la loi « pour une école de la confiance ».

M. GUINGAN dit que cette loi va couper le lien entre l'école et la commune. Monsieur le Maire demande quel est le lien entre l'école et la commune.

M. COURET répond que c'est au niveau financier.

Monsieur le Maire répond que oui, et qu'on va continuer à financer. Les communes financent, mais elles n'ont jamais eu droit de regard sur l'organisation des écoles, ce n'est pas cette loi qui va y changer quelque chose. En revanche, que les écoles primaires soient rattachées administrativement aux collèges de secteur, ça, en effet, pose un problème. Un problème d'abord au niveau du statut des professeurs des écoles, car dans les écoles primaires, il n'y a pas de relation hiérarchique entre le directeur ou la directrice et ses collègues enseignants. Le directeur peut dire ce qu'il veut, si les enseignants veulent faire différemment, ils le feront. La hiérarchie est directement au niveau de l'inspecteur de circonscription. Dans un collège, en revanche, la hiérarchie existe entre le professeur et le principal (ou le proviseur), qui dirige le collège.

Deuxième point que Monsieur le Maire souhaite apporter, c'est que les professeurs des écoles ne peuvent pas faire d'heures supplémentaires, ils sont 24 heures devant les élèves et c'est tout. Tandis que les enseignants du secondaire ont droit aux heures supplémentaires, et même à partir de la rentrée de septembre, alors qu'ils ne pouvaient pas refuser de faire 1h supplémentaire, ils ne pourront désormais pas refuser 2h supplémentaires.

Ce n'est pas grand-chose, mais au niveau national, ça doit représenter quelques milliers d'emplois. Le problème, d'après Monsieur le Maire, est plutôt en son sens ici, c'est une vraie remise en cause du statut des professeurs des écoles, plus que du devenir des écoles.

En effet, il semble difficile qu'un principal de collège fasse accepter son autorité à des professeurs des écoles qui n'ont pas à l'accepter. Ou encore, assister à des réunions auxquelles ils ne sont pas tenus d'assister. S'il s'agit véritablement d'une remise en cause du statut des professeurs des écoles, Monsieur le Maire demande si cela ne sous-tend pas la remise en cause du statut des enseignants du secondaire, sur la relation modifiée entre l'enseignement privé et l'enseignement public à travers cette loi, et aussi à travers la scolarisation obligatoire à partir de 3 ans.

Monsieur le Maire rappelle qu'il est favorable à la scolarisation des enfants à partir de 3 ans. Monsieur le Maire ajoute une nuance, c'est que si d'un côté il semblerait remettre en cause la relation entre les écoles primaires et la commune, en revanche, avec la scolarisation des enfants à partir de 3 ans, l'Etat ne prend pas en compte la spécificité des enseignements dans ces écoles.

Monsieur le Maire explique que dans les écoles maternelles, il est obligatoire d'avoir un ATSEM (agent territorial spécialisé dans les écoles maternelles), dans les petites et moyennes sections. L'ATSEM a un statut « fonction publique territoriale », mais son autorité hiérarchique, c'est le directeur de l'école dans lequel il exerce. On est sur un mode de fonctionnement très ancien, Monsieur le Maire ne le remet d'ailleurs pas en cause. Dans la mesure où la scolarité devient obligatoire, il n'y a pas d'autre personnel que du personnel recruté par l'éducation nationale, devant les enfants pendant les temps scolaires. Là, cela veut dire qu'à partir du mois de septembre, il va y avoir des personnes devant des enfants pendant le temps de scolarité obligatoire qui ne seront pas des fonctionnaires recrutés par l'éducation nationale, mais des fonctionnaires territoriaux. Une possibilité serait que les ATSEM soient transférés en agent de l'Etat, mais dans ce cas, la commune ne payera plus les ATSEM, ça serait l'Etat directement. Là, c'est un véritable problème.

Monsieur le Maire ajoute que sur 8 classes de maternelle, ici à Aiguillon, on a 7 ATSEM. Pourtant, l'éducation nationale ne cesse de nous redemander un 8^{ème} ATSEM, alors que ce n'est pas obligatoire dans les grandes sections. On devrait donc même se contenter que de 6 ATSEM normalement, vu qu'on a deux classes de grandes sections, mais la commune a fait cet effort. En 2008, on avait 4 ATSEM, maintenant nous en avons 7. Il ne faut pas faire des économies sur notre dos.

Mme SAMANIEGO dit qu'elle est d'accord avec tout ça, mais concrètement, le groupement d'école auprès d'un collège dans un secteur, c'est évidemment pour faire des économies, ça permettrait dans des secteurs plus ruraux de regrouper des écoles qui ont des petites classes. Cependant, cela veut aussi dire pour des familles de ne plus avoir d'interlocuteurs directs. Il faudra parler au principal ou proviseur du collège. Cela veut dire aussi des classes plus chargées, donc faire des économies certes d'emploi mais cela veut dire aussi beaucoup plus de travail. On ne peut pas remplacer un directeur d'école par un principal. Ces groupements se font à la demande des collectivités territoriales, des communes ou des communautés de communes, ce n'est pas imminent dans le Lot-et-Garonne, mais ça existe déjà dans d'autres académies de France.

Mme AYMARD dit qu'il faudrait que les maires de France saisissent le tribunal administratif.

Monsieur le Maire répond qu'ils ont déjà fait remonter, mais que cela est resté sans réponse.

M. GIRARDI dit que son groupe va voter pour cette motion, mais en sortant du débat politique.

Questions diverses

- Grand Débat National

M. SADIR souhaite savoir si suite au débat, il y avait eu des remontées de faites.

Monsieur le Maire répond que oui, la commune s'était engagé à transmettre le compte rendu envoyé par le comité d'organisation, mais il est clos officiellement que depuis le 18 mars. Ce comité s'est réuni et a rédigé une synthèse qui sera prochainement publié sur le site internet de la ville, ainsi que le cahier de doléances.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 20h00.

* * * * *

Le Maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne TREZEGUET DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION